

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 28 Mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OUEST

6 rue Nathalie Sarraute

TSA 60504

44200 Nantes

Références : UD35/2024-182

Code AIOT : 0005501509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement SARP OUEST implanté Za du Vallon 3 rue Denis Papin 35230 Saint-Armel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- Za du Vallon 3 rue Denis Papin 35230 Saint-Armel
- Code AIOT : 0005501509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un site de regroupement-transit pour des déchets dangereux en petits conditionnements et pour des déchets liquides vrac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente
- protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Tableau de classement	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 1
2	Signalement des incidents de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.1
3	Consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.4
4	Formation du personnel contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.3
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.3
6	Etat des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.1.5
10	Suivi des cuves et rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.8.1
15	Convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.6

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Bâtiment de transit	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.6.1
8	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.1
9	Hauteur de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.2
11	Mélanges incompatibles	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.3
12	Modalités de stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.1
13	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.3
14	Transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.7
16	Traçabilité déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis essentiellement en évidence que, même si les équipements de lutte contre l'incendie sont présents et conformes, l'incertitude sur les conditions de leur mise en œuvre doit être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Situation constatée lors de l'inspection de 2020 : 3550 - A - IED - Stockage temporaire de déchets dangereux Capacité de stockage instantané de déchets dangereux de l'installation déclarée (courrier IED) : $292 \text{ m}^3 = 209 \text{ t}$ 2718 - A - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux - 209 t Une aire de sédiments hydrocarburés ; 4 cuves eaux + hydrocarbures ; 2 cuves huiles usagées ; 1 cuve réserve pollution ; 1 bâtiment DD conditionnés. 2716 - DC - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes - 146 m ³ 2 bennes ampliroll pour les graisses ; 1 cuve à graisses ; 1 cuve eaux chargées ; 1 aire de curage des véhicules d'assainissement 1 benne de sédiments en attente d'expédition. 1435 - NC - Stations-service 2930 - NC - Atelier - 822 m ²
Constats : L'exploitant déclare l'absence de modifications apportées à l'établissement qui pourraient conduire à une évolution du classement des activités. Il indique toutefois que plusieurs travaux ont été réalisés : . modification de la gestion des eaux pluviales avec la mise en place d'un second séparateur à hydrocarbures . arrêt de l'activité huiles . réaffectation en cours ou prévue de plusieurs cuves > L'exploitant doit porter l'ensemble de ces modifications à la connaissance du préfet, accompagnées d'une évaluation des impacts, risques et nuisances qui peuvent en découler.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Signalement des incidents de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer en fonction de la nature et de la localisation de l'incident.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'intervention et de secours interne, en date du 08/02/24 qui précise notamment les modalités d'isolement des réseaux de l'établissement. > Ce document pourra être complété une fois fixées les modalités de fermeture de la vanne du bassin d'orage de la zone. Un plan à destination des services de secours est annexé à ce document. > Ce plan sera complété avec la description des dangers qui peuvent être rencontrés sur chaque zone, ainsi que par l'identification des moyens d'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,- l'organisation de l'équipe d'intervention,- la fréquence des exercices,- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie,- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.
Constats : L'exploitant a pu présenter les consignes demandées, à l'exception de celles relatives . à l'organisation de l'équipe d'intervention . à l'organisation des exercices . à l'entretien et la vérification des moyens incendie Elles sont affichées et font l'objet de causeries au moins annuelles. Pour ce qui est de l'entretien et la vérification des moyens incendie, l'exploitant déclare s'appuyer sur ses fournisseurs (obligation contractuelle). > L'exploitant doit établir, porter à la connaissance de son personnel et mettre en œuvre les consignes manquantes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Formation du personnel contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : - le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie de première intervention ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; les équipes d'intervention participent à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans,
Constats : Le personnel bénéficie tous les deux ans d'une formation au feu et à l'emploi des extincteurs. Malgré les sollicitations, aucun exercice commun avec le SDIS n'a été réalisé récemment. L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'équipe d'intervention identifiée et formée au sein de l'établissement La défense incendie du local de transit des DD repose aujourd'hui sur une détection et l'emploi de RIA avec émulseur. Cela implique que du personnel intervienne sur le feu, et donc qu'une équipe d'intervention, correctement formée et entraînée - à l'emploi des RIA, mais peut-être aussi au port d'ARI ou d'autres équipements - soit présente. > L'exploitant indique l'organisation mise en œuvre pour assurer la bonne mise en œuvre de l'ensemble des moyens de défense incendie. Dans le cas où le recours à une équipe d'intervention ne serait plus retenu, l'exploitant doit présenter des mesures présentant un niveau d'efficacité au moins aussi élevé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- un poteau incendie normalisé permettant d'assurer un débit de 60 m³/h situé à moins de 100 m de l'établissement,,- deux robinets incendie armés, équipés d'émulsionneurs à mousse et de surpresseur susceptibles de couvrir l'ensemble du bâtiment transit,- un système d'extinction automatique type sprinkler à mousse, asservi à la détection fumées ou flammes, permettant de remplir le box de stockage des solvants en moins de 5 minutes.- un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus, dont un extincteur sur roues de 50 kg,- une détection incendie couvrant l'ensemble du bâtiment transit,
Constats : L'établissement dispose d'une soixantaine d'extincteurs qui a été vérifiée le 13/11/23, dont deux extincteurs de 50 kg. La présence des autres moyens demandés a été constatée. On note en particulier que les réserves d'émulseur alimentant les RIA ont été remplacées récemment, que les mélangeurs sont réglés à 3% comme le prévoit l'étiquette des bidons d'émulseur et que la centrale ne rapporte par de défaut. La centrale incendie a été remplacée (PV de mise en service le 23/12/22) et vérifiée le 14/12/23. > L'exploitant est invité à s'assurer auprès de son fournisseur que l'ensemble de la chaîne (depuis les détecteurs flamme jusqu'en sortie de RIA, en passant notamment par les pompes) ne nécessite pas d'opérations de maintenance ou de vérification à une périodicité plus courte qu'annuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Etat des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles de sécurité
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent
Constats : Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification le 14/03/23. L'exploitant fait appel à un électricien pour réaliser les travaux nécessaires. Il a par ailleurs été constaté que le rapport de conformité des équipements de protection contre la foudre du 27 janvier 2023 (DEKRA) faisait état de non conformités, basées notamment sur l'absence des documents permettant la bonne réalisation du contrôle. > L'exploitant transmet à l'Inspection un justificatif de conformité des installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Bâtiment de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le bâtiment transit présente les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- sol étanche et formant rétention- mur et toiture incombustible Les aménagements intérieurs comprennent : <ul style="list-style-type: none">- des murs coupe feu deux heures sur un mètre de hauteur, séparant les différents types de déchets- une rétention associée à chaque box, d'une capacité au moins égale à 50% des produits stockés.
Constats : Les aménagements de ce bâtiment n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2020
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit et tient à jour un plan de l'établissement faisant apparaître : les installations de prélèvements, le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires, le bassin de confinement, les points de rejets dans le milieu naturel, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres...). » Observation 2020-07 : L'exploitant doit vérifier le cheminement réel des eaux issues de l'intérieur du bâtiment « box » est mettre à jour le plan des réseaux en conséquence. Il informe l'Inspection des résultats.
Constats : Point soldé par le courrier de réponse à l'inspection de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Hauteur de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : Les stockages se font au maximum sur deux hauteurs et sont gérés de façon à permettre un accès facile aux divers récipients.
Constats : Il n'a pas été observé de difficulté liée à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des cuves et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : Les produits et déchets liquides sont stockés sur rétentions. Il n'a pas été constaté visuellement de défaut sur celles-ci. Néanmoins, s'il s'avère effectivement qu'il y a une infiltration d'eau sur la rétention d'une des alvéoles du stockage de transit de DD (explication donnée pour expliquer la présence de liquide), il y a lieu de considérer que l'étanchéité n'est pas assurée. > L'exploitant indique à l'Inspection comment il garantit le bon état, et notamment l'étanchéité, des rétentions de l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Mélanges incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'aménagement des sols des zones de stockages est conçu de façon à éviter tout mélange de produits incompatibles.
Constats : Le risque de mélange incompatible est prévenu par l'utilisation de box dédiés selon les caractéristiques. Les DTQD ne sont normalement pas déconditionnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Modalités de stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 8.5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : Les quantités stockées seront au maximum de : -box A bases 12 m ³ - box B emballages souillés 15 m ³ -box C solvants 15 m ³ -box D déchets de laboratoires 8 m ³ -box E acides 10 m ³ -box F peintures, colles et vernis en petits contenant 10 m ³ -box G colles, vernis, filtre à huile 14 m ³ -box H déchets solides, piles, néons, huile alimentaire 12 m ³
Constats : Les volumes et quantités maximales n'ont pas été vérifiées. Il n'y a pas d'évolution apparente dans les capacités de stockage de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2020
Prescription contrôlée : « La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué d'au moins 3 puits de Contrôle [...] » Observation 2020-08 : L'exploitant s'assure que les mesures des eaux souterraines sont réalisées pour l'ensemble des paramètres imposés par l'arrêté préfectoral. Il renouvelle au plus vite les mesures sur les paramètres manquant au regard de la campagne de 2019. Le contrôle des eaux souterraines pour l'année 2020 doit être renouvelée la semaine suivant l'inspection. Le site n'est équipé que de deux piézomètres. Après l'inspection, l'exploitant a fait savoir qu'un budget exceptionnel a été débloqué afin de permettre la réalisation du troisième ouvrage. Observation 2020-09 : L'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais possibles, un troisième piézomètre au sein de l'établissement. Ce dispositif doit être placé de telle manière que l'installation soit équipée d'un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval du sens d'écoulement de la nappe.
Constats : Point soldé par le courrier de réponse à l'inspection de 2020. L'inspection a permis de constater la présence effective du troisième piézomètre. NB : la conformité des aménagements des piézomètres n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2020
Prescription contrôlée : « GIDAF [...] » Observation 2020-10 : L'exploitant veillera à corriger la déclaration GIDAF de surveillance des eaux souterraines et eaux de surface.
Constats : Point soldé par le courrier de réponse à l'inspection de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Convention de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1996, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2020
Prescription contrôlée : « Une convention avec la commune de SAINT-ARMEL fixera les modalités de rejet dans la station d'épuration. ». Observation 2020-01 : L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures qui permettront d'aboutir à la validation d'une convention pour le rejet de ses eaux dans les réseaux d'eaux de Rennes Métropole dans les meilleurs délais possibles. Ce document doit également porter sur l'usage de la vanne de confinement du bassin d'orage de la zone. Il transmet ce document à l'Inspection.
Constats : L'exploitant a transmis un exemplaire de la convention de rejet passée avec Rennes Métropole en date du 02/07/21. Il n'a toutefois pas été présenté de convention pour ce qui est de l'utilisation du bassin d'orage. > L'exploitant doit transmettre le justificatif d'un accord de la collectivité pour l'utilisation du bassin d'orage de la zone, qui précise notamment les responsabilités relatives à la fermeture de la vanne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Traçabilité déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2020
Prescription contrôlée : Observation 2020-02 : L'exploitant doit s'assurer du retour des bordereaux de suivi de déchets à l'issue de leur prise en charge par les centres de traitement. Observation 2020-03 : L'exploitant doit veiller à assurer la traçabilité du traitement des déchets de bain de phosphatation.
Constats : Point soldé par le courrier de réponse à l'inspection de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite